Un Service des collections à l'Université Montpellier 2. La constitution d'un service spécifique dédié à la conservation des collections : un début de solution pour le sauvetage du patrimoine scientifique universitaire ?

Luc Gomel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/9522>

DOI : 10.4000/insitu.9522

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Luc Gomel, « Un Service des collections à l'Université Montpellier 2. La constitution d'un service spécifique dédié à la conservation des collections : un début de solution pour le sauvetage du patrimoine scientifique universitaire ? », *In Situ* [En ligne], 17 | 2011, mis en ligne le 12 juin 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/9522> ; DOI : 10.4000/insitu.9522

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Un Service des collections à l'Université Montpellier 2. La constitution d'un service spécifique dédié à la conservation des collections : un début de solution pour le sauvetage du patrimoine scientifique universitaire ?

Luc Gomel

Introduction

- 1 La problématique du patrimoine scientifique universitaire est à la fois peu originale et très spécifique. Peu originale car ce patrimoine subit la même incompréhension et le même ostracisme que l'ensemble du patrimoine scientifique, qu'il soit localisé à l'université, dans les musées d'histoire naturelle ou dans les musées mixtes. Très spécifique car, à l'inverse des collections des musées, il se situe complètement à la marge de l'institution qui l'héberge.

Figure 1

Appareil à quartz piézoélectrique des frères Curie, fin du XIX^e siècle.

© UM2-Sonnet.

- 2 Cette double caractéristique de déni d'intérêt, par son appartenance à un ensemble peu considéré dans le monde culturel, et par sa position désormais majoritairement excentrée par rapport au cœur des missions universitaires (enseignement supérieur et recherche), rend extrêmement difficile le combat pour organiser sa survie.
- 3 Après un rapide balayage des raisons historiques et structurelles qui font peser une vraie menace sur ce patrimoine universitaire, nous verrons de quelle façon l'université Montpellier 2 a mis en place les conditions de la survie de son propre patrimoine et comment elle envisage maintenant, dans un contexte très instable, sa préservation durable et sa valorisation. Nous tenterons d'analyser en conclusion dans quelle mesure ce modèle construit à Montpellier peut ou non servir à d'autres universités.

Le patrimoine scientifique universitaire : un patrimoine globalement menacé

Une grande diversité qui nécessite des approches spécifiques

- 4 Derrière le terme de « patrimoine scientifique universitaire » se cachent en fait des ensembles de collections très disparates. On peut grossièrement en distinguer cinq :
 - les instruments ou objets achetés ou construits (prototypes) pour et par les activités de recherche (microscope, squelette floral...);

- les instruments ou objets achetés ou fabriqués pour l'enseignement (planche pédagogique, modèle anatomique d'Auzoux, modèles de cristaux en bois...);
- les collections accumulées par les activités de recherche nécessitant ou produisant des séries de référence (herbier, collection paléontologique...);
- les objets historiques acquis ou récupérés (dépôts issus de la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905) au cours de l'histoire de l'institution (tableaux, meubles...);
- les archives historiques, administratives ou scientifiques (registres des premiers cours ou des premiers PV des conseils d'administration, manuscrits scientifiques...)*.

Figure 2

Quart de cercle mobile fabriqué par Langlois en 1736.

Phot. Inv. J.-M. Périn. © Inventaire général, ADAGP, 2004.

- Chacun de ces ensembles nécessite un mode de traitement adapté. Ainsi, à l'intérieur d'une collection dite de botanique, on trouvera aussi bien des parts d'herbier (3,5 millions à Montpellier par exemple), des éléments de droguier, des ouvrages et manuscrits anciens, de très vieux herbiers reliés (XVIIIème), des vélins (environ un millier à Montpellier), chacun de ces sous-ensembles devant être traité suivant des protocoles très différents les uns des autres.
- Cette complexité a du mal à être appréhendée aussi bien par les universitaires qui considèrent avant tout que ces sous-ensembles relèvent d'une seule et même discipline (la botanique dans l'exemple précédent) que par les spécialistes du patrimoine qui ont, eux, du mal à intégrer le fait que certains de ces objets peuvent encore jouer un rôle important dans la recherche scientifique contemporaine.

Un patrimoine majoritairement invisible et réservé

- 7 Certaines universités sont dotées de véritables musées plus ou moins ouverts au public. C'est le cas de la galerie de minéralogie de l'UPMC (Jussieu), du Musée de sismologie de l'Université de Strasbourg ou du Musée de la Faculté de Pharmacie de Montpellier. Des collections vivantes de botanique sont également parfois accessibles au public dans les jardins des plantes comme dans celui de Montpellier.
- 8 Mais la grande majorité des collections universitaires demeurent enfermées dans des lieux peu adaptés à l'accueil du public et leur accès est limité, dans le meilleur des cas, aux étudiants et aux chercheurs concernés. La conjonction de cette faible visibilité et de leur caractère d'utilité très réservée à certains spécialistes rend d'autant plus difficile le portage de projets de conservation ou de valorisation.

Figure 3

Toucan, XIX^e siècle.

© UM2-Sonnet.

Un patrimoine rarement inscrit au cœur des missions de l'institution universitaire

- 9 Le handicap majeur que l'on rencontre dans la charge de gestion du patrimoine universitaire est que cette action n'est jamais considérée, à tort ou à raison, comme relevant des missions fondamentales et prioritaires de l'institution, et ceci en dépit de son qualificatif « d'Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) ». Et en des temps difficiles où les missions d'enseignement supérieur et de recherche même ont du mal à être assumées correctement, la prise en compte du patrimoine relève au mieux de la fantaisie tolérée, au pire d'une perte de temps et de

moyens qui devraient être redirigés vers des activités plus nobles et plus utiles à l'institution.

* Les archives administratives (pv des conseils d'administration, listes des étudiants, pièces comptables...) auraient dues être versées aux Archives départementales conformément à la loi en vigueur. Les manuscrits d'enseignement (cours, registres de travaux pratiques...), de recherche (cahiers de laboratoire, publications scientifiques...) et la correspondance des enseignants et des chercheurs relèvent, eux, de la politique de conservation de l'établissement.

- 10 Une nuance mérite d'être apportée pour les activités de recherche des disciplines directement centrées sur l'utilisation des collections (botanique, paléontologie, archéologie...). Mais l'évolution récente de la plupart de ces disciplines (paléontologie par exemple) ou la disparition massive de leurs chercheurs œuvrant dans des secteurs traditionnels (zoologistes déjà, botanistes maintenant) rendent orphelins d'utilisateurs des pans énormes de collections qui sortent désormais de la recherche active considérée comme moderne.

Figure 4

Planche d'*Eupatorium* de l'herbier Chirac, XVII^e siècle, classé au titre des Monuments historiques.
© UM2-MPU.

- 11 L'intérêt récent porté aux problématiques du réchauffement climatique et de la préservation de la biodiversité devrait renverser à terme la tendance et replacer au cœur de la recherche du futur l'utilisation d'outils considérés actuellement comme passésistes. Mais le poids des inerties, la servilité du système et de ses agents, et la puissance des disciplines ayant fait la révolution du moléculaire, d'où sont issus les décideurs actuels, bloquent dans notre pays la réintégration de ces outils dans une prospective intelligente, au profit du maintien du statu quo pour l'instant favorable aux « bricoleurs du génome ». Cette situation est complètement défavorable, à de rares exceptions près (collections

d'entomologie sauvées par le Centre de biologie et de gestion des populations de Montpellier), à la survie d'outils comme les herbiers, les collections de zoologie et de paléontologie.

Une institution résolument tournée vers l'avenir et peu encline à s'encombrer des scories du passé

- 12 S'interroger sur la qualité d'une université revient à s'interroger sur les qualités de son enseignement, de sa recherche et de son organisation, en intégrant comme critère majeur, bien que non exclusif, le taux de placement de ses étudiants quelle que soit la durée de leurs parcours. Aucun système de classement ne permet actuellement de mesurer correctement, en les croisant, l'ensemble de ces paramètres. Très souvent, seule la qualité de la recherche menée, plus facile à appréhender par la mesure du nombre et la valeur supposée (car contestable et contestée) des publications scientifiques issues des laboratoires, sert de fait d'indicateur de qualité de l'ensemble de l'établissement.
- 13 Le poids de la « mission recherche » est donc prépondérant et cet élément est par nature défavorable aux regards tournés vers le passé, sauf à vouloir prendre en considération quelques figures glorieuses nobélisées, médaillées Fields ou primées Crafoord, particulièrement bienvenues pour figurer en bonne place dans le classement de Shanghai. À l'aune de la modernité de la recherche, on doit être ou faire moderne et, dans un tel contexte, s'encombrer des scories du passé est contre-productif et aberrant aux yeux de l'institution.

Figure 5

Premier registre d'inscription aux cours de la faculté des sciences de Montpellier, novembre 1809-novembre 1818.

© UM2

- 14 C'est la raison majeure pour laquelle le patrimoine universitaire a été à ce point-là maltraité. Jeté massivement, laissé à pourrir au fond de caves inondables ou de réduits insalubres, pillé ou sauvé de la destruction par des « mises à l'abri » dans le patrimoine privé par des enseignants ou des personnels plus ou moins scrupuleux, ce qui reste après des siècles de fonctionnement ne représente qu'une part infime de ce qui aurait dû ou pu être conservé si une volonté et des conditions favorables avaient existé. Et c'est même souvent un miracle que nous soyons encore en possession de certaines collections, soit qu'elles aient échappé au pillage ou à la destruction par une très longue mise au rebut, soit qu'elles aient croisé des esprits suffisamment éclairés pour organiser leur survie spécifique.

La disparition de toute politique nationale cohérente sur le patrimoine universitaire

- 15 Pour diverses raisons faciles à expliciter, notre pays ne dispose plus, et n'a jamais réellement disposé, de politique nationale cohérente sur le patrimoine scientifique et ce n'est pas l'actuel exclusif financement des établissements nationaux qui peut en tenir lieu. Qu'il s'agisse des muséums en région, soumis au bon vouloir d'élus locaux plus ou moins éclairés, ou du patrimoine des universités, l'ancienne tutelle du ministère de la recherche, affaiblie par des années d'incohérences administratives, s'est désormais totalement volatilisée.

Figure 6

Tête de vipère réalisée en carton pâte par le docteur Auzoux, XIX^e siècle.

© UM2-Sonnet.

- 16 Or ce qui avait représenté une lueur d'espoir pour le patrimoine universitaire était l'incitation financière qui s'exerçait lors des contrats quadriennaux entre l'État et les universités. Une ligne spécifique était mobilisable et abondée si l'établissement présentait des projets dans le secteur de la conservation et la valorisation des collections.
- 17 Avec le nouveau système mis en place par la LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités), et la disparition de tout critère d'évaluation des actions dans le domaine du patrimoine et de la culture scientifiques par l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), cette incitation n'existe plus, laissant l'avenir du patrimoine universitaire soumis au bon vouloir d'équipes de direction élues pour quatre ans.
- 18 Quand on sait sur quelles durées se programme la survie du patrimoine, on ne peut qu'être inquiet de la qualité de gestion qui peut être appliquée à des missions marginales, rarement considérées spontanément comme utiles, dans le cadre de mandats d'aussi courte durée.

Une professionnalisation des personnels inachevée et verrouillée

- 19 Deux phénomènes contradictoires, au lieu d'être complémentaires, ont marqué l'évolution des conditions d'exercice des personnels en charge des collections universitaires :
- 20 La création de la BAP F est venue apporter un début de solution aux problèmes de blocage de carrière des personnels des universités et des musées nationaux en charge des collections. Ces personnels, souvent marginalisés eux aussi, étaient autrefois évalués suivant les critères établis pour l'évaluation des activités de soutien à la recherche classique en laboratoire. La reconnaissance des métiers et compétences spécifiques à la gestion et à la valorisation des collections a donc représenté une vraie avancée pour la gestion des patrimoines

Figure 7

Microforge de Pierre de Fonbrune, utilisée pour forger des micro-outils nécessaires aux micro-manipulations, par Beaudouin, 1925-1950.

© UM2.

- 21 Parallèlement à la mise en place de cette BAP F, un début d'introduction de véritables conservateurs dans les universités et les musées nationaux scientifiques est venu en conséquence de l'application de la loi Musées de France qui imposait la réaffectation des conservateurs d'État autrefois mis à disposition des collectivités locales pour gérer les muséums classés en région. Cette apparition de professionnels, sélectionnés et formés selon des modalités très différentes de celles ayant cours à l'université, n'a pas du tout été articulée avec la création de la BAP F. Bien plus grave, elle a rapidement tourné court du fait de la suppression, par le ministère de l'Éducation nationale, de la moitié des effectifs de l'ancien corps des conservateurs scientifiques à l'occasion de sa fusion avec le corps des conservateurs du patrimoine du ministère de la Culture, et de sa transformation en spécialité PSTN (Patrimoine scientifique, technique et naturel) de ce même corps. Cette amputation de la moitié du potentiel d'encadrement du patrimoine scientifique de rang national exercé au profit du ministère de la Recherche, conjuguée au refus historique du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) de confier la gestion de ses collections à des personnels pas assez souples d'échine, est à l'origine de la situation actuelle de déshérence totale de la spécialité PSTN.
- 22 Plusieurs universités réfléchissent actuellement à la création de postes de conservateurs pour prendre en charge la gestion globale de leurs patrimoines mais l'absence de toute politique nationale dans ce domaine, et l'absence désormais de toute perspective de carrière sérieuse pour les conservateurs scientifiques, ne les y incitent que très faiblement. Le mode de gestion qui relève plus du bricolage improvisé que d'un vrai professionnalisme aurait donc encore de beaux jours devant lui.

Le système expérimenté à l'Université Montpellier 2

Le contexte historique

- 23 La création de la Faculté des sciences de Montpellier en 1808, au sein d'un terreau universitaire travaillé depuis des siècles par l'enseignement des matières médicales, mobilise dès ses premiers cours les collections scientifiques issues des saisies révolutionnaires et de la dissolution de la Société royale des sciences. L'importance de cet enseignement scientifique, conjuguée à une absence de volonté municipale de créer un musée d'histoire naturelle ouvert à tous au XIX^e siècle, aboutira à une captation totale de toutes les collections scientifiques du territoire, les soustrayant ainsi à une présentation au public qui se met en place dans toutes les villes grandes et moyennes de France.

Figure 8

Masse d'université de la faculté des sciences de Montpellier sur laquelle figurent les sept chaires primitives, par l'orfèvre Placide Boué, vers 1810.

© UM2-Sonnet.

- 24 En 2010, on se retrouve donc dans la situation très paradoxale d'une ville dotée d'une très forte population d'acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieure et d'un ensemble de collections scientifiques considérables, mais sans aucun équipement culturel permettant leur valorisation pour le public. Montpellier est la seule ville en France de cette importance sans muséum et désormais sans aucun centre de culture scientifique puisqu'Agropolis Muséum vient de fermer définitivement ses portes (juillet 2010).

- 25 L'université Montpellier 2 (UM2) se retrouve donc à être la seule université montpelliéraine à n'avoir aucune de ses collections et aucune de ses disciplines accessible au public.

Le patrimoine concerné

- 26 Les collections de l'UM2 sont extrêmement diversifiées :
- 27 - Botanique : Herbar de 3,5 millions de parts, dans un bâtiment dédié (Institut de Botanique) ;
 - 28 - Paléontologie : entre 1 et 1,5 million de spécimens ;
 - 29 - Palynologie : 55 000 lames ;
 - 30 - Zoologie : 4 000 spécimens environ ;
 - 31 - Préparations chromosomiques : 4 000 pièces ;
 - 32 - Minéralogie : 3 000 échantillons ;
 - 33 - Tissus morts et ADN : 3 500 échantillons ;
 - 34 - Patrimoine scientifique contemporain : 1 000 objets ;
 - 35 - Astronomie : 200 objets classés « Monuments historiques » (MH) ;
 - 36 - Physique/Chimie : 200 instruments ;
 - 37 - Ethnographie : 150 objets, inscrits MH ;
 - 38 - Vélins de botanique (environ un millier) inscrits MH ;
 - 39 - Tableaux (une cinquantaine) inscrits MH ;
 - 40 - Meubles, bustes, objets d'art...
- 41 Certaines de ces collections sont sous la responsabilité des chercheurs qui les manipulent mais la très grande majorité peuvent être considérées comme orphelines et ont été confiées, à sa création, au Service des collections de l'université.

Figure 9

Ammonite. *Crioceras duvali*, Crétacé inférieur.

© UM2-Sonnet.

La création d'un véritable Service des collections

- 42 C'est habituellement à l'intérieur des disciplines créant ou manipulant des collections qu'émergent les meilleurs défenseurs du patrimoine dans le monde universitaire. À l'UM2, cette « règle » est respectée puisque c'est une professeure de paléontologie, Monique Vianey-Liaud, qui est à l'origine de la création du Service des collections et qui a porté tous les projets successifs de création d'un musée des sciences devant permettre de leur valorisation.
- 43 Un groupe de chercheurs, d'enseignants, de personnels technique s'est progressivement constitué autour d'elle et l'a soutenu dans ses différents combats pour mettre tenter de mettre à l'abri ce patrimoine peu considéré. Lors de l'arrivée du premier conservateur en 2004, c'est ce groupe qui a passé le relais à l'équipe ainsi structurée au sein du service, tout en continuant à l'accompagner à titre d'expert.
- 44 Ce premier conservateur a donc trouvé à son arrivée une structure administrative opérationnelle, un budget de fonctionnement d'environ 110 000 euros et un groupe de bénévoles prêts à l'aider à démarrer ses fonctions dans un contexte « décalé » et parfois délicat. Manquait la possibilité de s'appuyer sur une équipe, ce qui explique que plus de la moitié du budget, conforté depuis, est consacrée au paiement des salaires des contractuels (environ une dizaine actuellement). Un deuxième conservateur a cependant pu être affecté, juste avant la disparition des postes du corps, à la gestion de l'Herbier.

L'UM2 est donc la seule université en France à bénéficier actuellement du concours de 2 conservateurs d'État pour la gestion de son patrimoine.

- 45 Manquent également les budgets permettant de programmer l'aménagement de réserves réellement susceptibles d'assurer une préservation durable, mais les sommes en jeu sont telles qu'elles ne pourraient se négocier que dans le cadre de programmes d'investissement lourds (de type Opération Campus ou Grand emprunt).

Figure 10

Masque "apouema" de Nouvelle-Calédonie, récolté par Auguste Bérard vers 1840, inscrit au titre des Monuments historiques.

© UM2.

- 46 Le service des collections vient de se transformer en pôle patrimoine scientifique et fusionne avec les pôles culture et culture scientifique pour former le service culture et patrimoine scientifiques, rattaché à la nouvelle direction Vie de Campus de l'UM2. Cette réorganisation administrative garantit d'une certaine façon la prolongation de ses missions dans le temps mais seules la consolidation de ses budgets (renégociés maintenant à l'échelon local et non plus garantis tous les 4 ans par une discussion avec le ministère) et la prise en compte de ses besoins d'investissement offriront une réelle stabilisation à cette fonction nouvelle pour l'institution.

L'inscription et le classement au titre des Monuments historiques d'une partie des collections

- 47 En l'absence de garantie de moyen et de long terme de sa pérennisation dans le système universitaire, le conservateur responsable du service a rapidement jugé utile d'offrir une protection extérieure aux collections qui pouvaient bénéficier d'une inscription ou d'un

classement au titre des Monuments historiques. Il a donc accompagné et amplifié un mouvement amorcé avant son arrivée à l'université autour de la plupart des objets de la collection d'astronomie, par l'action conjointe et coordonnée du conservateur des antiquités et objets d'art de l'Hérault et de l'enseignant-chercheur qui avait permis le sauvetage et l'entretien de la collection.

- 48 Cette protection, pas toujours bien comprise et acceptée par l'institution, ouvre un droit de regard « de l'extérieur » et venant de professionnels de la conservation sur des objets considérés jusqu'alors que devant relever exclusivement du monde universitaire. C'est une révolution certaine, en douceur, qui s'opère dans les mentalités, révolution que nous essayons d'étendre au secteur des archives par le recrutement souhaité d'un archiviste professionnel pour apurer une situation assez catastrophique. L'objectif à moyen terme est de trouver une articulation avec les archives départementales, à qui auraient dû être confiées depuis longtemps les archives administratives de l'université.
- 49 La protection au titre des Monuments historiques, même si elle permet de financer partiellement la restauration, ne règle évidemment pas le problème du financement « lourd » de l'aménagement de conditions correctes de conservation des collections. En revanche, elle contribue à la prise de conscience, par l'institution, de la valeur totalement insoupçonnée de son propre patrimoine et, par ce biais, elle concourt à la mise en place d'une meilleure compréhension de la nécessité de sa sauvegarde.

La poursuite de la mission dans un contexte extrêmement instable

- 50 L'université traverse actuellement une zone de grandes turbulences qui, si elles sont un handicap pour la mission patrimoniale, offrent également des opportunités de nature exceptionnelle. Le passage aux responsabilités et compétences élargies, la mise en place de nouvelles formes de gouvernance et l'instauration des PRES (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur), pour ne citer que ces éléments, modifient en profondeur les organisations et les modalités de prises de décisions. Les budgets annoncés pour les opérations Campus et espérés pour le Grand emprunt sont de nature à permettre, au passage, les investissements indispensables à la conservation durable des collections. Reste que, comme toujours, ce secteur n'est jamais considéré comme prioritaire et le contexte est très concurrentiel.
- 51 Nul ne peut dire si le patrimoine parviendra « à tirer son épingle du jeu » mais si des efforts ne sont pas produits maintenant, il y a peu de chances pour qu'on retrouve de nouveau à court terme une situation potentiellement favorable.

Figure 11

Illustration botanique sur vélin intitulée *Aesculus coccoinea* réalisée par Toussaint Node-Véran dans la première moitié du XIX^e siècle, classée au titre des Monuments historiques.

© UM2-MPU.

La possibilité de mobiliser le patrimoine historique pour communiquer sur l'identité

- 52 Dans un système de concurrence renforcée, subi ou sciemment organisé par l'État, l'identité des universités commence à être perçue comme devant être soignée, voire mise en avant. Le patrimoine, parce qu'il est une des rares traces conservées d'un passé plus ou moins prestigieux que l'on peut appeler à la rescousse de la construction d'un prestige contemporain, peut donc trouver une utilité y compris dans une politique de communication moderne.
- 53 Nous avons joué une telle carte à l'occasion des célébrations du bicentenaire de notre institution, en recherchant, rassemblant et organisant tous les éléments d'archives disponibles en interne comme à l'extérieur de l'institution et en construisant une base de données historiques permettant, entre autres, la réalisation d'un ouvrage de belle qualité sur l'histoire de notre université. L'utilité de nos missions et de notre service a ainsi pu être mieux perçue et nous gagnons progressivement la considération qui nous manquait, et nous manque encore, en faisant par nous-mêmes la preuve de cette utilité à chaque occasion.

La recherche obligatoire d'un partenariat avec les collectivités locales

- 54 Une fois fait le constat que l'institution universitaire ne pourra jamais assurer seule la sauvegarde de son propre patrimoine, on est obligatoirement amenés à imaginer la construction de partenariats, en premier lieu avec les collectivités locales du territoire concerné. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé, dans le cadre de l'opération Campus, la création d'une structure hybride de valorisation du patrimoine et de la culture scientifique, intéressant aussi bien les acteurs de l'université que le grand public. Cette structure hybride avait vocation à fédérer et coordonner le fonctionnement des structures déjà existantes (musées universitaires et Jardin des plantes) et à créer les conditions de valorisation des collections cachées et des disciplines scientifiques non valorisées auprès du grand public.
- 55 Cette structure devait naître de la dynamique du PRES montpelliérain mais les difficultés de mise en place qu'elle rencontre commencent à tempérer l'espoir qu'un certain nombre d'acteurs plaçaient dans cette option. En attendant, des projets plus modestes vont être développés avec la ville de Montpellier, autour de la thématique de la biodiversité, projets qui permettront de valoriser le patrimoine et les ressources intellectuelles mobilisables sur le sujet.

Conclusion

- 56 L'université traverse actuellement une période trouble de réorganisation et de mutation profonde dans de nombreux secteurs. Son patrimoine reste toujours directement menacé car il est d'autant plus marginalisé que les priorités, qui s'exercent forcément ailleurs, se font plus aigues. En outre, la dislocation de la tutelle nationale, qui commençait à assurer un minimum de prise en compte de ce patrimoine délaissé, le rend désormais totalement vulnérable car dépendant désormais du seul bon vouloir de l'autorité locale, pas toujours sensible à la nécessité de la préserver.

Figure 12

Portrait de Daniel Encontre par Charles Matet, 1837, huile sur toile, inscrit au titre des Monuments historiques.

© UM2-Sonnet.

- 57 À l'inverse, cette période de bouleversements pourrait offrir une rare occasion de renverser la tendance et d'inscrire durablement les missions patrimoniales au cœur du fonctionnement de l'institution, à la fois par sa contribution à l'identité de l'établissement dont il relève et par les partenariats qui peuvent être développés autour de lui, pour le plus grand bénéfice de tous ses acteurs et publics potentiels, universitaires comme citoyens.
- 58 L'endurance des personnes mobilisées sur cette mission, habituées certes à se battre en permanence à contre-courant, sera déterminante pour permettre aux ensembles patrimoniaux universitaires de traverser, sans faire naufrage, tout en profitant des vents favorables, les tempêtes actuelles.

RÉSUMÉS

Nulle part en France, et à aucun moment de son histoire, les universités n'ont été capables de prendre sérieusement la mesure de l'importance de la préservation de leur patrimoine scientifique, ce qui est un comble pour une institution qui revendique un rôle majeur dans la formation des élites intellectuelles et scientifiques de ce pays. Ce paradoxe s'explique cependant

si on prend la peine d'analyser les différents facteurs qui ont contribué, et contribuent encore, à la situation dramatique du patrimoine universitaire. Parmi ceux-ci, trois éléments doivent être soulignés : l'évolution accélérée des disciplines et des techniques en enseignement comme en recherche, une identité parfois revendiquée mais jamais structurée et une course vers l'avenir qui n'a jamais voulu s'encombrer des scories du passé. Dans des structures exclusivement mobilisées par les missions d'enseignement et de recherche, soumises à une concurrence renforcée et dotées de moyens dénoncés comme en baisse, la préservation du patrimoine n'apparaît jamais spontanément comme utile et nécessaire et ne se décline pour l'instant que sur le mode de la tentative de sauvetage souvent désespérée. Heureusement cette situation commence à évoluer lentement, notamment grâce à l'accueil ou la reconnaissance, au sein de l'institution, de professionnels de la gestion et de la valorisation des collections.

Although France has always taken pride for its excellence in the training of its intellectual "elite" through its universities, it is quite shocking to see how little interest those same universities take in managing and preserving its cultural heritage, especially in the scientific field. Yet, such a paradox can be explained when one analyses the various factors that led to the horrific condition of the universities patrimony. Amongst those factors, three can be highlighted: the fast evolution in taught subject matters as well as research; an identity often claimed but never frankly openly structured; a race to the future that never wanted to bother with its heritage. Within structures exclusively devoted to teaching and research, under ever growing competition and endowed with allowances denounced as always decreasing, patrimony maintenance is not of prime priority and is simply reduced to a desperate attempt to save what can be saved. Fortunately, the situation is slowly improving, particularly by bringing experts into the universities, who are able to manage, assess and upgrade those collections.

INDEX

Mots-clés : patrimoine, scientifique, université, collection, destruction

AUTEUR

LUC GOMEL

Ingénieur agronome, Conservateur en chef du patrimoine, Directeur du Pôle patrimoine scientifique de l'Université Montpellier 2 lgomel@univ-montp2.fr